

e Changement matique:

DOSSIER DU MOIS : Enda Eau Populaire, acteur incontournable dans l'atteinte des objectifs de développement durable.





Le Changement Climatique : un vecteur d'inégalités de genre.

Indubitablement. changement le climatique constitue la préoccupation majeure de nos jours et sera l'enjeu des années à venir. Si leurs conséquences sur la nature sont visibles au travers de phénomènes comme la montée des océans, les incendies de forêts, l'avancée des déserts, etc.., leurs manifestations sur la vie quotidienne des populations sont moins perceptibles et donc plus difficilement mesurables. Pourtant, le changement climatique est à l'origine de beaucoup de méfaits directs sur les populations en particulier les plus vulnérables parmi lesquelles en première ligne les femmes.

Quels sont donc les rapports de causalité entre le réchauffement climatique, la pauvreté et les inégalités sociales ? Les spécialistes du changement climatique et les membres des organisations de la société civile et dans une moindre mesure les décideurs politiques ont commencé à les identifier. Malgré quelques divergences d'appréciation, tous se sont accordés à dire que le changement climatique est une source de précarité et de pauvreté variable selon les sociétés et les aires géographiques. Parmi les plus touchés, évidemment, les femmes et les jeunes filles.

Pourquoi les femmes ? D'abord parce qu'elles constituent la majorité des pauvres : sur 1,3 milliard de personnes vivant dans des conditions de pauvreté, 70 % sont des femmes.





Le phénomène est encore plus important dans les zones rurales où elles dépendent davantage des ressources naturelles directement menacées par le phénomène. Avec seulement 10 % des terres en leur possession, les femmes jouent néanmoins un rôle clé dans la production alimentaire mondiale. A l'opposé, dans les régions urbaines, on peut également noter que 40% des ménages les plus pauvres ont une femme pour chef de famille.

Par ailleurs, d'autres raisons plus ou moins liées au changement climatique contribuent aussi à la précarité des femmes. Les faits suivants peuvent être relevés :

 Elles ont moins accès que les hommes aux ressources et aux instances de prise de décision, ainsi qu'aux possibilités de formation, notamment sur l'adaptation au changement climatique; Elles représentent un pourcentage important des pauvres qui dépendent des ressources naturelles locales :

- 2. Elles participent peu aux prises de décision et sont exclues des projets de gestion de l'environnement;
- Dans les conditions climatiques extrêmes, elles travaillent plus, et donc ont moins de temps pour la formation et l'éducation, ou pour un travail rémunéré;
- 4. Elles sont très souvent appelées, dans certaines régions, à parcourir de nombreux kilomètres pour chercher de l'eau potable et du bois de feu; pour ne citer que ces éléments.

Tout compte fait, ce qui est sûr est que le changement climatique représente une source de défis par les femmes afin de prétendre à un avenir beaucoup plus radieux et ce bien évidement avec l'accompagnement des politiques publiques afin de relever avant tout les inégalités de genre existences.

Lutte Antiérosive pour la Résilience climatique : le Cas de Keur Moussa



Enda Pronat (Protection naturelles des terroirs) mène des actions pour appuyer les populations locale pour une gouvernance durables des ressources naturelles. Ces actions se matérialisent sur le terrain par le renforment de capacités sur les bonnes pratiques environnementales et agroécologiques.

En guise d'exemples, des conventions locales, des comités villageois paritaires, la régénération naturelles assistée, la mise en place de digues anti sel, le reboisement sont mis en œuvre dans les différentes zones d'intervention ENDA PRONAT. Parmi les zones d'intervention, on peut

citer la commune de Keur Moussa où ENDA PRONAT accompagne une fédération paysanne nommée WOO-BIN dans le développement durable.

En 2005, les populations de Keur Moussa sollicitent ENDA PRONAT pour lutter contre la forte érosion hydrique des terres causée par des facteurs naturels (relief accidenté qui caractérise le Plateau de Thiès) et facteurs anthropiques tels que la déforestation, les mauvaises pratiques agricoles qui appauvrissent le sol.

Cette érosion avait impacté fortement le quotidien des populations avec :



- Le ravinement qui draine des eaux qui décapent les couches fertiles des sols, l'activité agricole devenait de plus en plus difficile voire impossible.
- La disparition de certaines espèces végétales
- Le déplacement entre village rendu difficile.
- Les pertes de vies à cause du ravinement.
- L'exode rural des jeunes vers Dakar car les villages étaient menacés par les inondations

Dans l'optique d'aider les populations de Keur Moussa à faire face à cette situation déplorable causée par le changement climatique,

Enda Pronat a posé plusieurs actions qui ont considérablement réduit les effets de l'érosion. Parmi ces actions nous pouvons citer:

- La récupération de 114 hectares de terres cultivables sur 7 villages et valorisées par la culture d'arachide et du niébé qui n'était plus pratiquée;
- La ré-alimentation des nappes et ré-apparition d'espèces d'herbes qui avaient disparu: Piliostigma reticulatum, Combretum Migratum, Eragrotis tremula, mouthie (nom sérère Saféne);
- La reprise des ouvrages par les producteurs dans leurs parcelles;
- Le développement des activités génératrices de revenus par les femmes grâce aux caisses autogérées, même si les fonds sont pour l'instant assez limités.

L'intervention d'Enda Pronat à Keur Moussa est un exemple parmi tant d'autres, en effet Enda Pronat est aujourd'hui considéré au Sénégal comme étant le pionnier de la lutte antiérosive ...

DOSSIER DU MOIS : Enda Eau Populaire, acteur incontournable dans l'atteinte des objectifs de développement durable.









Enda Eau-Populaire et Objectifs de Développement Durable.

ENDA EAU – POPULAIRE a été créée en juin 1994. Sa mission et sa vision se confondent à la mission et à la vision du réseau enda tiers monde : "Un monde solidaire et en paix, respectueux du devenir de la planète, des droits et de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelle, ou les différentes ressources sont répartis équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures".

ENDA EAU – POPULAIRE s'est voulu un programme de proximité afin de mieux répondre aux problèmes d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène et à l'environnement des populations démunis. Elle apporte ses compétences particulières : travailler en collaboration directe avec les populations des quartiers défavorisés.

L'entité s'offre comme un levier de socialisation, d'acceptabilité et d'appropriation des sociétés d'eau et d'assainissement de par sa méthodologie d'intervention basée sur une approche participative impliquant entièrement les populations dans la réalisation du projet du début à la fin et aussi comme un allier potentiel pour la plaidoirie sur le droit effectif à l'eau et à l'assainissement des populations démunies.

ENDA EAU – POPULAIRE et Objectif du Millénaire de Développement OMD.

L'entité s'est voulu comme une alternative, un programme de proximité de par sa méthodologie, pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations les plus démunies dans ce contexte national problématique de l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ce qui valu à l'entité une place dans le comité de pilotage du cadre unifié des interventions pour l'atteinte des objectifs du millénaire de développement, le PEPAM.

ENDA EAU – POPULAIRE a participé activement, par des présentations de ses activités et projets, à toutes les revue conjointe du PEPAM qui avait pour objectif de procéder à une analyse critique et participative des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du document de stratégie de réduction de la pauvreté phase 2 (DSRP) et vers la réalisation des objectifs pour le développement (OMD) dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu rural et urbain.

Aussi en sa qualité d'ONG, Enda Eau-Populaire membre de la société civile, consolidera son rôle de veille et d'avant-garde au côté du CONGAD dans l'élaboration du Livre Bleu Sénégal qui se voulait un rapport pays sur l'état des lieux, les défis majeurs à relever et les grands chantiers à engager pour améliorer l'accès à l'eau et

l'assainissement dans une perspective d'équité et de durabilité.

Le Livre Bleu se voulait un « dispositif de suivi-évaluation citoyen », qui mesure les progrès dans l'accès à l'eau et à l'assainissement, mais également la perception qu'ont les usagers euxmêmes par rapport aux politiques en vigueur et à la qualité du service qui leur est fourni. Le Livre Bleu formule des recommandations précises permettant d'atteindre l'OMD dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Au plan opérationnel, enda eau-populaire participera au financement, par la mobilisation de ressources financières auprès de ses partenaires pour la mise en œuvre de quelques projets et programmes.

L'Objectif pour l'entité était, d'une part, de contribuer au renforcement du taux d'accès eau potable et assainissement en zone urbaine et d'autre part en milieu rural pour l'atténuation des inégalités notées dans l'accès à l'eau potable au Sénégal.

Les principaux enjeux étaient : de lever les contraintes liées à l'accès à une eau potable et abondante pour tous ; l'utilisation de l'eau comme support essentiel aux initiatives communautaires de lutte contre la pauvreté en milieu rural ; la mise en place des réseaux de solidarités locales pour faciliter l'accès à l'eau aux plus démunis ; le renforcement des bénéficiaires en des acteurs de développement capables de s'approprier les projets et les démultiplier.

Enda Eau-Populaire et Objectifs de Développement Durable (ODD).

Enda Eau-Populaire, qui, d'une entité autonome d'enda tiers monde, puis en Association le 04 mai 2011



sous le récépissé N°15 054/MINT/DAGAT/DEL/AS, fut constituée. en ONG membre du réseau Enda Tiers Monde, sous l'agrément N° 02480 du 10/02/2014, MINT/DGAT/DPONG pour répondre aux problèmes d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, l'hygiène et l'environnement des populations démunies.

L'ONG est dotée d'un plan stratégique tous les cinq ans qui s'inscrit à l'évolution des contextes, des enjeux et des priorités politico-stratégiques aux niveaux local, national, régional et international ». Et c'est en toute logique que, le 1er Conseil d'administration de l'ONG réunit. le Mercredi 18 juin 2014 adoptera comme choix stratégiques et objectifs de l'ONG: « Une consolidation des acquis en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations démunies, Et une orientation des activités d'enda eau-populaire vers une approche intégrée de la thématique eau et assainissement liée à la santé, l'agriculture et les Changements climatiques sous tenue par une méthode dénommée Communication Participative (CP) ».

Deux projets seront mis en œuvre dans les communes de l'arrondissement de Simbandi Brassou, de 2014 à 2019. Une initiative intitulée « Adaptation aux changements climatiques en Guinée Bissau et au Sénégal axée aux effets de la variabilité pluviométrique sur la santé et la sécurité alimentaire des populations rurales » financée par la coopération allemande à travers la Caritas allemande et une deuxième, 2020-2021 « Femmes, Santé et Agriculture Communautaire Résiliente à Sédhiou - Femmes SACRES/ Musoo Fankamaa en langue locale », financée par la Francophonie avec FLLES.

Et c'est fort de bons nombre d'années expériences dans le secteur de l'eau et de l'assainissement que enda eau-populaire sera porter, par ses paires ONG, à la vice coordination du comité de coordination de la Plateforme des Organisations de la Société Civile travaillant dans l'Eau et l'Assainissement au Sénégal (POSCEAS)

ENDA EAU – POPULAIRE, au nom de la plateforme était membre actif du comité d'organisation du 9ème FME Dakar 2022, elle est membre de plu-

sieurs réseaux africains et internationaux tels que pS-Eau, Partenariat National de l'eau, SWA, Coalition Eau, Effet papillon entre autres.

L'ONG enda eau-populaire et la POS-CEAS ont une expérience commune de participation et de mise en œuvre d'autres actions et activités : du 21 février au 10 mars 2022, organisation de 05 pré forum régionaux pour une contribution au 9ème forum de l'eau dans les régions de Matam – Saint louis – Thiès – Ziguinchor et Sédhiou; du 21 au 26 mars 2022, participation et animation stand au 9ème FME, les 25 et 26 mars, en partenariat avec Coalition Eau, organisation du 9ème atelier du collectif des OSCS de l'Afrique francophone de l'eau et de l'assainissement.

Enda Eau Populaire crée des alternatives face aux effets du changement climatique

Le Sénégal, comme dans la plupart des pays sahéliens, les populations sont soumises à des problèmes de lutte contre la pauvreté et de développement. Deux problèmes fortement aggravés par la régression des ressources naturelles résultant en partie des effets des changements et/ou variabilité climatiques et de la désertification. Les changements climatiques ont une forte incidence sur les systèmes écologiques et humains du pays, notamment la santé des populations.

C'est pourquoi Enda Eau Populaire propose des « alternatives communautaires pour la résilience des populations face aux effets de la variabilité pluviométrique sur la santé et la sécurité alimentaire », des pratiques d'adaptation au niveau local face aux effets de la variabilité du climat.

L'organisation membre du réseau international Enda Tiers Monde expérimente, depuis 2014, un processus d'apprentissage du développement, d'adaptation et de résilience aux effets du changement climatique basé sur une méthode participative dénommée la Communication Participative (CP). L'approche en trois phases fait l'objet de préoccupations et d'objectifs forts en matière de résilience au climat et de développement des communautés, elle peut contribuer à transformer ces communautés en acteurs maitrisant, de manière plus large et même globale, les enjeux qui pèsent sur leur devenir, pour un développement plus durable et inclusif »

Une première phase explicative et d'appropriation/responsabilisation des acteurs et parties prenantes de l'initiative : C'est un moment de documentation sur les outils et politiques publiques locales (plan de développement, plan d'investissement, etc.); un profilage historique en lien aux enjeux et défis climat et de développement : une recherche des indicateurs pertinents de développement de la localité : l'engagement de dialogues pluri acteurs sur les enjeux, la vision partagée et les transformations souhaitées afférents aux indicateurs

 Une phase de négociation et de définition des mécanismes et modalités de mise en place de l'entente ou de pacte social/social compact entre les des acteurs et parties prenantes de l'initiative en vue de décliner les conditions de mise en œuvre des activités et solutions préconisées. Le pacte social est une charte d'engagement volontaire résultant d'un travail de compromis entre les individus/acteurs organisés notamment les communes, les autorités administratives déconcentrées, les associations citoyennes et le secteur privé local,

- Une phase de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des activités: C'est l'étape de la recherche de fonds par la tenue de table ronde des partenaires locaux ou la réponse à des appels à propositions de projets sur les thèmatiques concernés avec la mise en place de mécanisme de suivi des engagements (comité de pilotage, de gestion, de suivi-évaluation, etc sous ordonnance de l'autorité administrative compétente).

Deux projets seront mis en œuvre dans les communes de l'arrondissement de Simbandi Brassou, de 2014 à 2019 une initiative intitulée « Adaptation aux changements climatiques en Guinée Bissau et au Sénégal axée aux effets de la variabilité pluviométrique sur la santé et la sécurité alimentaire des populations rurales » financée par la coopération allemande à travers la Caritas allemande et une deuxième, 2020-2021 « Femmes, Santé et Agriculture Communautaire Résiliente à Sédhiou - Femmes SACRES/ Musoo Fankamaa en langue locale », financée par la Francophonie avec ELLES.

Les projets visaient à améliorer les conditions de vie des populations, en renforçant la sécurité alimentaire par des infrastructures de maîtrise de l'eau et des mesures d'adaptation aux changements climatiques, promouvant et préservant durablement le capital productif, écologique et la sécurité sanitaire.

Et le choix de la région de Sédhiou particulièrement la zone de Simbandi Brassou s'explique par le fait qu'elle se caractérise par une situation de variabilité de la pluviométrie présentant des risques sanitaires et d'insécurité alimentaire élevés avec un retour des pluies et une modification rapide de l'espace et de l'environnement. A cela s'ajoute la vulnérabilité des populations face à une rareté des infrastructures sociales de base, une difficulté de l'accès aux services sanitaires, et un état de la pauvreté marqué surtout pour les femmes, principales forces de production des ménages. Tous ces constants confèrent au projet sa pertinence et son utilité sociale.

enregistrés. Les résultats durant les huit années de mise en œuvre du projet en matière de production de vivres pour les populations concernent essentiellement la réhabilitation de 327.02 ha de surfaces dégradées ou menacées (Tanaff : 162.22 ha, Médina Balante : 75 ha) grâce à la mise en place de mesures anti-érosion, 1756 m diques de retenue d'eau et 17 ouvrages évacuateurs sont construits (vallée de Tanaff : 10 ouvrages et 1021m de diques, Bissassou : 05 ouvrages et 535m de digues et Médina Balante : 02 ouvrages et 200 m de digues) ; La réalisation de bloc maraicher de 1.5 ha aménagé, de trois (03) puits hydrauliques équipés de pompes solaires et deux (02) bassins piscicoles construits; Une augmentation des rendements agricoles familiales à Tanaff, de 18t à 116t, soit 86.56% d'augmentation. à Médina Balante, 28t à 169t soit 85.78%. et Bissassou, 34t à 206t soit 85.83%, avec 162.99 hectares des surfaces emblavées. Sur le plan sanitaire on a

enregistré la connection du forage de la commune de Tanaff à l'électricité avec un dispositif automatique de remplissage du forage, la réhabilitation du réseau d'eau existant et pose de 6 km linéaires de nouveau réseau, l'installation de 100 compteurs et 100 robinets à clés; La distribution et l'utilisation des ménages et structures sanitaires de 12021 moustiquaires imprégnées (3004 moustiquaires

en 2014, 2985 moustiquaires en 2015 et 6032 moustiquaires en 2016) ; La formation de 20 maçons pour la construction de 242 latrines familiales dans les communes de Tanaff, Simbandi Brassou et Baghère.

Enda Eau Populaire compte élargir son champ d'action les prochaines en cherchant toujours à soulager les minorités.



Le changement climatique par Enda Dominicana

Le changement climatique est arrivé, et il appartient à chacun d'entre nous de faire en sorte qu'il ne soit pas là pour rester. N'importe qui peut le constater, même s'il n'est pas expert en la matière. Un changement dans le comportement habituel du climat est déjà très perceptible.

Chaque jour, les preuves que le changement climatique est déjà en cours deviennent de plus en plus évidentes. Des pluies non saisonnières, des températures inhabituellement élevées à des heures inhabituelles de la journée, des brises soufflant dans une direction différente de celle d'habitude sont parmi les rares choses que l'on remarque dans la ville. En revanche. dans les campagnes, on constate, entre autres problèmes, des récoltes plus rapides ou inexistantes, la perte de nutriments du sol en raison des précipitations et le déplacement des terres. Il convient de noter que le «changement climatique» désigne les modifications à long terme des températures et des régimes climatiques. Ces changements peuvent être naturels, par exemple à travers les variations du cycle solaire, mais depuis le 19e siècle, les activités humaines sont le principal moteur du changement climatique, principalement en raison de l'usage de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz».

Le changement climatique augmente la température de la planète de 1,1 degré C. Cela peut sembler peu, mais c'est suffisant pour modifier de nombreux facteurs dans les écosystèmes, ce qui peut entraîner des changements dans tous les domaines liés à l'environnement. Le changement climatique peut affecter divers aspects de la vie quotidienne de l'homme, tels que la santé, la capacité à produire des aliments, le logement, la sécurité. l'environnement et le travail. Le déclin de la biodiversité est l'une des conséquences les plus graves du changement climatique.

Changements dans le climat de la République dominicaine et de la région des Caraïbes

Tous les pays produisent des émissions à l'origine du changement climatique, et bien que certains soient plus touchés que d'autres, il appartient à tous les pays de contribuer à la résolution du problème, quelle que soit leur part de responsabilité.

La République dominicaine, en raison de sa situation géographique et d'autres facteurs naturels, fait partie des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. «Selon le Bureau des Nations unies

pour la réduction des risques de catastrophe, la RD a connu en moyenne 1,6 catastrophe naturelle par an entre 1980 et 2010, affectant plus de 87 700 personnes et générant des pertes économiques s'élevant à 84,1 millions de dollars par an. Le changement climatique, qui se traduit notamment par une augmentation de l'intensité des ouragans et des tempêtes, ne fera qu'aggraver la situation».

Pour améliorer la vie des êtres humains face aux effets du changement



climatique, il existe trois catégories d'actions pour prendre soin de la planète : la réduction des émissions, l'adaptation aux impacts climatiques et le financement par les gouvernements des ajustements nécessaires. En tant que société civile, nous pouvons agir pour diffuser et mettre en œuvre des mesures d'adaptation afin de sensibiliser la société à l'importance des actions quotidiennes pour réduire les impacts du changement climatique et aider les gens à s'adapter à ce phénomène majeur.

Actions mises en œuvre par Enda Dominicana dans le cadre du projet CRC

Dans le cadre de la société civile, Enda Dominicana a travaillé à la création de mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes dans les communautés vulnérables du sud de la République dominicaine. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du projet «Communautés Résilientes des Caraïbes» et s'appuie sur deux outils fondamentaux : la formation communautaire et la communication pour sensibiliser la population.

Il s'agit essentiellement de former la population des bénéficiaires dans la zone du projet «Communautés résilientes des Caraïbes» aux concepts de base liés au changement climatique. Dans le même ordre d'idées, avec les membres de la communauté, nous créons les mesures EbA nécessaires et spécifiques à chaque communauté afin de réaliser cette adaptation. Enfin, nous essayons d'atteindre le grand public par le biais des réseaux sociaux et de la radio, grâce à des campagnes de sensibilisation sur la contribution que peuvent apporter les actions quotidiennes pour parvenir à cette nécessaire adaptation des êtres humains au changement climatique dans leur habitat.

Enda Jeunesse Action, une niche d'action en faveur des enfants travailleurs



Bénin : sensibilisation sur les mesures de sécurité lors des inondations des Aguégués et de So-Ava

Le 16 octobre 2021, les EJT des Aguéqués et de So-Ava ont mené une séance de sensibilisation des parents afin d'adopter rigoureusement les mesures de sécurité en cas d'inondation pour mieux protéger les enfants. L'activité s'inspire des risques encourus par les élèves et apprentis des deux villes. Afin de toucher un grand nombre de personnes, les EJT ont effectué une sensibilisation en porteà-porte. Ils ont ainsi visité 276 foyers dont 146 à So-Ava et 130 à Aquéqués. Lors de ces séances de sensibilisation, les EJT ont insisté sur la nécessité d'accompagner les enfants à l'école ou aux ateliers de formation et de veiller à leur hygiène personnelle. La séance de sensibilisation a également permis d'apprendre aux parents comment aider les enfants à éviter d'utiliser de l'eau sale pour se laver et boire afin de prévenir les maladies épidémiques et pandémiques comme le choléra notamment. Dans leur prochaine campagne, les EJT prévoient d'offrir du savon aux ménages afin de promouvoir le lavage des mains. Pour ce faire, ils ont lancé la collecte de savon auprès des personnes de bonne volonté.

Guinée: L'AEJT Koundara installe un parc sécurisé

Le 13 octobre 2021. la Coordination Nationale des Associations d'Enfants et Jeunes Travailleurs (CNAEJT) de Guinée, avec l'appui du SSI-AO, a installé une aire de jeux appelée SAFEPARK à Koundara pour les enfants et jeunes travailleurs de la ville. Au total, 125 enfants dont 82 garçons et 43 filles ont pris part aux activités, à savoir : match de football, corde à sauter, concours de danse, jeux de scrabble, ludo, séances d'écoute et d'identification, jeux de course et de comptage de mots pour enfants, etc. Le Safe Park sert de centre de divertissement pour les enfants et les jeunes dans les localités isolées et les villes frontalières à fort trafic de passagers, mais aussi et surtout de point d'intégration pour les enfants en déplacement. Ce Safe Park donne aux enfants la possibilité de s'amuser et de s'épanouir dans leur communauté. Il facilite également l'identification des enfants en déplacement et des candidats à la mobilité : il facilite l'orientation et le suivi des enfants en déplacement tout en prévenant la migration illégale des enfants et des jeunes.

Kenya : violence contre les enfants en temps de crise

"Si vous voulez que les enfants cessent de travailler, les parents ont besoin d'un salaire équitable pour pouvoir nourrir la famille". C'est en ces termes que Grace, représentante du Comité consultatif des enfants (CCC) de l'association Homabay, s'est adressée à la courtoisie des Nations unies dans le cadre de Dialoque Works. Elle a donné son point de vue lors d'une campagne conjointe menée par Kindernothilfe et Terre des Hommes en septembre. Grace ainsi que deux autres représentants des comités consultatifs des enfants ont partagé leurs expériences sur l'impact de l'isolement et du manque de soutien pour les enfants abusés et le stress causé par de multiples facteurs socio-économiques pendant la crise du COVID. Ils ont partagé les activités qu'ils ont menées en tant qu'enfants au Kenya. Faisant allusion aux dignitaires, y compris les représentants gouvernementaux de haut niveau, en particulier le ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, le ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg et le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Jamaïque, Grace a lancé un message spécial sur les actions qui devraient être prises par les politiciens, notamment l'élaboration de politiques favorables aux enfants. la mise en avant des intérêts des enfants, et la prise de mesures punitives contre les personnes qui violent les droits des enfants. wcykenya@hotmail.com

Sierra Leone : activité de reforestation

Le 2 septembre 2021, les EJT se sont lancés dans un exercice de reboisement afin de sensibiliser la population à l'importance de planter des arbres dans la communauté. Au nombre de 15 enfants dont 9 garçons et 6 filles, ils ont réalisé l'activité dans la communauté de Jui, à 49 km de la capitale, où ils ont planté 320 arbres. Cette activité est motivée par les effets du changement climatique et d'autres catastrophes environnementales sur les enfants et le monde entier, comme les inondations, les coulées de boue et la déforestation.

Déterminés à jouer leur rôle dans la lutte contre le changement climatique, les EJT ont encouragé les populations à adopter et suivre un système de reboisement dans leur communauté, et dans leurs jardins. L'exercice de reforestation a été couronné de succès et a suscité une réaction positive de la part des enfants de la communauté, qui se sont engagés à apporter leur soutien continu à la protection de l'environnement par ce type d'actions individuelles ou collectives.



Le conservatoire Botanique Michel Adanson impacté...

Enda-MADESAHEL (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel) est une organisation de développement à la base qui a été mise en place en juillet 1981, conjointement par le Service de Médecine Préventive et de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Dakar et l'ONG ENDA Tiers Monde.

Le conservatoire botanique Michel Adanson de Mbour est un Projet de mise en œuvre du plan de gestion et d'aménagement des espèces de plantes introduites sur les 3,5 ha du Centre Seydou Nourou Tall. Il a pour mission de préserver les essences rares ou menacées de la biodiversité. Il promeut l'utilisation rationnelle des ressources végétales commune.

Il représente un élément non négligeable de séquestration de carbone dans le **département de Mbour** qui est située sur la Petite-Côte, à environ 80 km au sud de Dakar et limitrophe de la station balnéaire de Saly. Aujourd'hui la menace qui pèse sur ce patrimoine mondial abritant plus de 1 000 individus de plantes repartis en 184 espèces végétales issues de 146 genres et 55familles est palpable. En effet, la mer est en train d'y gagner du terrain et l'eau des puits destinées à l'arrosage devient de plus en plus saumâtre et si rien n'est fait, de multiples espèces qui y sont conservées pour les générations futures risquent de disparaitre pour de bon dans cette zone.

Dès lors, il est nécessaire de continuer davantage à trouver des pistes et idées d'actions à mener pour assurer la protection de cette réserve qui joue un rôle capital dans l'atténuation des effets du changement climatique.

Claude Robert SARR



Renforcer les acteurs face aux changements : quelle contribution de Enda Ecopole

La mise en place du projet « Ecopole » traduisait une vision anticipative et prospective de son père fondateur Jacques Bugnicourt, pour une meilleure prise en charge des préoccupations des populations en proie aux effets du réchauffement climatique et le renforcement de leurs relations avec Enda dans l'optique de soutenir les dynamiques et initiatives pour plus de résilience et de transformation adaptée en vue d'un développement durable. De ce point de vue, l'entité Enda Ecopole s'est définie un cadre d'intervention autour de la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'innovation et la valorisation du patrimoine culturel des groupes populaires plus vulnérables.

Du point de vue historique, la création d'Enda Ecopole a été intimement liée à la vie et au processus de transformation socio-économique du quartier Rail rebaptisé plus tard Khadim Rassoul. Toutes les phases de la mise en place d'Ecopole et la création de son espace d'évolution, la participation des populations urbaines et rurales fût omniprésente et même déterminante. Par le biais des organisations de femmes, des comités de quartiers, associations de jeunes, de corporations d'ouvriers et artisans à côté des institutionnels, municipalités, et services techniques de l'Etat, la synergie a été à l'épreuve d'une expérience largement partagée.

Une analyse de cet ancrage a été révélatrice du vécu des réalités sociales des communautés qui y vivent et les incidences sur les relations villes et campagnes. Il en résulte que les projets de société en vigueurs laissent apparaître des inégalités. Les jeunes principaux acteurs se considèrent être les laissés pour compte du modèle de développement proposé. Dans ce schéma, les conditions de réussite de chaque acteur dépendent

de ses capacités, de la fertilité de son imagination et de sa créativité.

En aspirant à plus de droits et d'équité, ils se trouvent à la pointe des rébellions sociales, de la demande de changements et de revendication légitimes sur les besoins de base.

Appréciant à juste mesure l'ampleur des enjeux et les défis identifiés, Enda Ecopole fait de l'articulation urbain-rural une dimension importante de ses axes d'interventions pour accompagner les acteurs dans leurs efforts de résilience et d'adaptation. Dans divers milieux ses efforts se traduisent par un partenariat qui s'est construit avec des Collectivités territoriales et de réseaux d'organisations paysannes¹. Résolue des effets bénéfigues. l'option est prise du point de vue de la consolidation des échanges qui renforcent d'avantage les effets rétributeurs de l'économie rurale pour en être au service d'un développement qui marche sur ses deux pieds.

Grâce à ce travail de proximité, l'on s'est rendu de plus en plus compte de la rigueur qui s'attache à la prise en

¹ Pour en savoir plus : Ecopole - Axes de réflexion et de mécanisme organisationnel - Dakar : janvier 2005, 09 p.



charge les solides liens qui fondent les relations villes-campagnes et de la nécessité de les élever au rang des priorités dans les interventions.

Cette nécessité d'évoluer dans le positionnement, devient un des postulats de travail pour la recherche de réponse à la lutte contre la vulnérables et la structuration d'un modèle référentiel de renforcement des movens de résilience des communautés face aux effets de changement climatique. Comme dimension et piste sérieuse du travail de l'entité, elle est en constante valorisation d'abord à travers la stratégie de conciliation de l'action à la pensée dans le cadre de la recherche-action-formation et ensuite le recueil et la prise en compte continu des avis et proposition des acteurs parties prenantes.

Dès lors, ces missions positionnent l'entité écopole comme un pôle de convergence d'actions menées à partir de la cellule de coordination met-

tant fortement à contribution les relais et personnes ressources préalablement formés à la stratégie d'éducation populaire. Par la force des demandes, son travail évolue vers une dynamique polycentrique dont le rôle principal est l'animation de réseaux des acteurs:(AFCR, relais, ADQ, GPF...) à côté d'offre d'espaces d'incubation à travers des centres de ressources communautaires ou d'autopromotion d'acteurs économiques ayant des besoins spécifiques de formation/renforcement de capacités. Nous soulignons que l'essentiel des acteurs disposent de leur espace de travail, y développent des expérimentations par le moyens de leurs compétences. L'enjeu est la création d'expertises locale à mesure de renforcer les capacités et les conditions d'adaptation et de résilience face aux défis de changements climatiques.

En poursuivant ces lignes d'actions comme prioritaires, écopole adosse



les référentiels de travail pour un changement de paradigme sur le concept de « communauté apprenante », en rupture au modèle dominant de l'apprentissage centré sur le programme et l'apprenant. Selon son idéal, les ressorts d'un développement qui se veut durable, doit tirer l'essentiel de sa force du vécu de la société à laquelle ils appartiennent comme communauté apprenante. L'essentiel, que Celle-ci serait un ensemble (urbaine ou rurale) mais organisé en groupe d'apprentissage pour définir et mettre en œuvre sa propre stratégie dans l'optique de satisfaire et élargir les besoins d'apprentissage de tous les membres et de leur assurer le développement plus durable.

En articulation à ces efforts, le programme « Renforcement du rôle et de la place des sociétés civiles du sud

dans la mise en œuvre d'un agenda 2030 transformateur », nous réconforte à travers son appui méthodologique et matériel à la consolidation des acquis. Aussi, son impulsion contribue à pérenniser l'esprit de dialoque pluri-acteurs, comme dans le cadre de nos différents ateliers initiés dans son sillage. Les acteurs plus que déterminés, ne manquent aucune occasion pour œuvre dans le sens de se battre ensemble pour plus de triomphe dans la quête d'autonomie et de moyens de résilience face aux changements climatiques. Nous illustrons cette volonté par une assertion ressortie à l'occasion de la signature du « Social Compact » entre acteurs et organisations de la société civiles lors de notre atelier de restitution sur la recherche-action, ensemble pour une appropriation de l'agenda 2030 « Koom Koom bou sakh Dack ».





Enda Energie acteur clé dans la résilience climatique

La Petite Côte se dote d'un programme d'Accélération de la Gestion Intégrée de la résilience climatique

Enda Energie lance le programme d'Accélération de la Gestion Intégrée de la Résilience climatique (AGIR - Petite Côte), ce projet est financé par l'Union Européenne. Cette initiative de résilience climatique rentre dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'Etat du Sénégal sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC).

Prévu pour une durée de trois ans, le programme AGIR-Petite Côte vise à améliorer les conditions de vie des populations locales dans les différentes communes de la Petite Côte. Mis en œuvre par le consortium ENDA ENERGIE, IPSIA et JVE Sénégal, ce programme de résilience climatique s'articule autour de trois piliers: (1) l'inclusion de l'ensemble des acteurs territoriaux dans la gouvernance des ressources naturelles de la petite côte, (2) le renforcement des moyens d'existence pour les communautés vivant des principales activités côtières comme la pêche, et (3) le développement d'écosystèmes d'entreprises vertes qui vont mettre en avant les potentialités en matière de création d'emplois à travers la valorisation des ordures ménagères.

Ce programme « devrait permettre que les ordures soient une composante économique. Les ordures ne constituent plus des déchets mais un moyen de création de revenus et d'emplois » explique Sécou SARR, directeur de ENDA ENERGIE. D'ailleurs cet aspect économique des déchets a été le thème principal développé par les troupes théâtrales qui ont aidé les communautés à mieux comprendre la valeur économique des déchets à travers un spectacle #MbalitKoomLa. Le lancement populaire de ce programme qui s'est déroulé sous forme de « Nguel Climat » avec le maestro Diabi Ndong de Joal, a également fait la part belle aux artistes musiciens de la Petite Côte qui avaient participé à la compilation « Na Set » dédiée à la protection de l'environnement. AGIR-Petite Côte donne une suite au programme de bonne gouvernance écologique précédemment mis en

œuvre dans 5 communes de la Petite Côte, s'articule autour de plusieurs activités visant à répondre à des besoins et contraintes spécifiques des communes ciblées.

Les deux (2) précédentes phases (GIZC en 2014 et EIPC en 2017) ont permis d'abord de bâtir l'Intercommunalité de la Petite Côte sur deux piliers d'intérêt commun (Gestion des déchets et érosion côtière) autour des communes de Malicounda. Mbour, Ngaparou, Saly et Somone et ensuite de dérouler l'agenda d'actions d'adaptation et d'atténuation pour faire face aux changements climatiques. AGIR - Petite Côte s'inscrit dans la continuité de ces processus enclenchés en intégrant 6 nouvelles communes de la Petite Côte (Bargny, Ngueniene, Yene, Popenguine, Sindia, Joal) grâce à l'appui financier de l'Union Européenne.



#COP15 Désertification : Signature d'une convention de partenariat entre ENDA ENERGIE et l'ASERGMV



ENDA ENERGIE et l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte (ASRGMV), ont signé ce 17 mai 2022, une convention de partenariat en marge de la Cop15 Désertification tenue à Abidjan.

Cette convention matérialise et réconforte le riche parcours en actions concertées que l'ASERGMV et l'organisation ENDA ENERGIE ont eu à développer en toute intelligence.

Ce partenariat traduit la volonté manifeste de l'Agence de la Reforestation et la GMV du Sénégal à renforcer la participation active des organisations de la société civile dans ses actions. C'est également une illustration de la nouvelle vision de l'agence qui consiste à accélérer et à amplifier, de manière inclusive, les impacts des actions de reforestation et de résilience des communautés Sénégalaises.

Dans sa mission d'accompagner les populations dans les processus de transformation orientés vers un développement durable, l'organisation ENDA ENERGIE s'est singularisé dans la diversification de modèles économiques autour des filières telles que :

- Le Balanites pour lequel un modèle de valorisation est mis en place selon une approche d'entreprenariat local créateur d'emplois pour les femmes ;
- Le lait dans les zones agro-pastorales avec un modèle d'entreprises coopératives de collecte, conservation et de transformation du lait par des plateformes d'énergie solaire dans 6 communes du Sénégal.
- La production fourragère avec 4 périmètres de 4-5 Ha équipés de systèmes solaires pour la maîtrise de l'eau.
- La promotion du biogaz comme combustible de substitution et la production de biofertilisant pour l'agriculture durable
- La mise en place de fermes laitières
- La sensibilisation des citoyens sur les enjeux de la GMV avec l'implication des radios communautaires.

A cela s'ajoute l'accompagnement des territoires dans l'intégration de la Gestion Durable des Terres dans la planification du développement local.

Ces différents modèles économiques éprouvés et les processus de planification sensibles à l'énergie, au climat et à la GDT peuvent connaître un changement d'échelle, grâce à ce nouveau partenariat qui accroît substantiellement les ambitions de la GMV pour d'avantages d'impacts.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrit cette opportunité de partenariat conférant à ENDA ENER-GIE un rôle de bras technique pour la GMV en vue d'assurer la promotion et de la valorisation des filières porteuses de niches de création d'entreprises vertes et la sauvegarde de la biodiversité des zones arides.

Un partenariat qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du plan d'investissements prioritaires décennal de l'Initiative globale de la Grande Muraille verte (2021-2030).



Atteinte de l'ODD 13 : Le moteur incontournable en faveur de l'égalité des sexes.





































Aujourd'hui, beaucoup de femmes du monde entier sont touchées de manière disproportionnée par les incidences des changements climatiques. Cela vient de leur faible participation aux processus de prise de décision et de leur vulnérabilité aux catastrophes. Plus loin, les spécialistes des changements climatiques et les décideurs politiques ont eu du mal à identifier les liens cruciaux qui existent entre les questions de genre, de l'équité sociale, entre autres.

La complexité et la multiplicité des facteurs indirects à l'origine du réchauffement climatique et de son impact sur les populations caines, notamment celles du Sénégal peuvent faire obstacle à une action politique décisive. Bien comprendre ces liens est essentiel aux efforts d'atténuation. car les régions subtropicales d'Afrique devraient connaître des augmentations de température supérieures nettement à la movenne mondiale. Même si le réchauffement de la planète est plafonné à 1,5°C, par exemple, certaines parties de l'Afrique du Nord et de l'Afrique devraient australe connaître une hausse de 3°C. Alors que les pays industrialisés sont les principaux responsables du réchauffement de la pla-

nète, les facteurs d'origine humaine dans le monde, tels que les conflits, la déforestation et l'extraction non réalementée des ressources naturelles. ont encore réduit les capacités de résistance et aggravé les menaces pour les citoyens de la planète. Face à cette situation, la crise climatique n'est pas « neutre en termes de genre ». De ce fait, les femmes et les filles subissent les conséquences sur les externalités négatives engendrées par les changements climatiques et qui amplifient les inégalités entre les sexes existantes, et constituent une menace sans précédent sur leurs moyens de subsistance. leur santé et leur sécurité alimentaire. Dans ce monde actuel. les femmes dépendent davantage sur les ressources naturelles, mais elles traversent d'énormes difficultés pour v parvenir.

Parfois même, elles confrontent à des problèmes d'accès plus complexes.

En Afrique, l'agriculture occupe une place de choix dans la locomotive économique de tout pays. L'agriculture est un secteur d'emploi le plus important pour les femmes dans les pays sous - développés. Pendant les périodes de sécheresse et de précipitation moins abondantes et parfois irrégulières, les femmes qui s'activent dans l'exploitation de la terre en menant des activités génératrices de revenus travaillent dans des conditions très pénibles pour subvenir à leurs besoins afin d'assurer des revenus financiers et la survie de leurs enfants. entre autres. Pour confirmer cette vulnérabilité, nous pouvons citer quelques passages dans le rapport du GIEC sur le réchauffement climatique. En effet, le Groupement Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a publié, un rapport. Le document qui représente le volet du sixième rapport du GIEC rend compte des « impacts, de l'adaptation et de la vulnérabilité » liés au changement climatique. Il indique que l'étendue et l'ampleur des impacts du changement climatique sont plus importantes que celles estimées dans les évaluations précédentes. Il se concentre sur l'adaptation et alerte sur le fait que « s'adapter au changement climatique est possible si le réchauffement climatique est limité à 1.5°C ou 2 °C ». Cette variation climatique sur les rendements peut entraîner une pression supplémentaire sur les filles qui subissent souvent le phénomène de la déperdition scolaire pour aider leurs mères à gérer cette charge accrue. Fort de ce constat, on peut dire qu'une partie de l'Afrique est toujours considérée « très vulnérable » au changement climatique. Selon Nathalie Hilmi, l'auteur principal de ce deuxième volet du rapport, « Notre travail consiste à agréger, vérifier, comparer les travaux réaliser dans le monde entier sur ces domaines d'études, pour en proposer une synthèse ». La chercheuse dira à France info que :

« Plus globalement les épisodes climatigues exceptionnellement violents seront plus fréquents et généralisés sur les deux hémisphères avec un coût humain et économique toujours plus élevé. Les atteintes de la biodiversité vont s'accroître et se traduire par une dégradation d'une grande partie des forêts, des récifs coralliens et des zones humides côtières de faible altitude. 3.3 milliards de personnes en Amérique centrale et en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Afrique de l'Est, en Asie du sud, en Arctique et dans les petits États insulaires en développement. sont considérées comme très vulnérables au changement climatique ». Ces variations climatiques sont à l'origine des conflits dans le monde entier, les femmes et les filles sont les plus vulnérables à toutes les formes de violences basées sur le genre, v compris les violences sexuelles liées aux conflits intérieurs, la traite des êtres humains, les mariages précoces. Dans ces pratiques néfastes, les femmes et les filles connaissent un état de santé très lamentable. Elles vivent dans des situations précaires pour pouvoir bénéficier l'accès aux soins de santé. des risques liés à la santé maternelle et infantile. C'est dans ce sillage que les chercheurs indiquent que la chaleur extrême augmente l'incidence de la mortalité et la propagation des maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme, la dengue, la fièvre à virus Chikungunya, la fièvre à virus West Nil, la fièvre hémorragique de crimée Congo...

Enda Energie porte la voix du réseau à Sharm El Sheikh à la COP 27



Sharm El Sheikh a accueilli du 6 au 18 novembre 2022 la 27ème conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques. Cette COP 27, qui s'est tenu en terre africaine, présente un espoir pour les communautés et collectivités territoriales des pays les plus vulnérables de faire progresser une mise en œuvre ambtieuse de l'Accord de Paris de manière globale, inclusive et équitable.

L'urgence et la vulnérabilité particulière de l'Afrique

La situation de l'Afrique mérite tout de même une attention particulière, car elle ne contribue qu'à hauteur de 4 % au total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, (pour plus de 17 % ¹ de la population mondiale). Au même moment, son développement est menacé par la crise climatique, et qu'elle est confrontée à d'énormes défis d'adaptation, à des pertes et dommages croissants, et à un manque de financement réel pour renforcer la résilience des communautés affectées par les catastrophes climatiques.

Le 6e rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fait état d'un avenir inquiétant en termes d'impacts pour le continent africain. Dans le cadre du processus de la CCNUCC, le groupe des négociateurs africains cherche d'ailleurs depuis longtemps à faire reconnaître les besoins spécifiques et les circonstances particulières de l'Afrique dans les négociations et notamment dans le cadre de l'accord de Paris. Un tel statut est lié aux priorités mondiales de financement de l'adaptation aux changements climatiques.

L'année 2022, pourrait marquer le debut d'une ère pour l'afrique en faisant progresser une approche de planification climatique intégrée et de transition énergétique centrée sur les populations et le développement.

Pour le continent, l'urgence climatique est une réalité quotidienne et nécessite une action rapide pour maintenir l'objectif de limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C, voire 1,5°C.

Il faut pour cela que les pollueurs historiques fassent « leur juste part » et réduisent drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES) tout en soutenant le continent dans ses transitions sectorielles justes et équitables, en améliorant rapidement la capacité d'adaptation et en s'acquittant de leur obligation morale de remédier aux pertes et dommages.

Alors que la Conférence des Parties sur les changements climatiques se déroule sur le continent africain, c'est l'occasion dédiée de s'assurer que cette COP 27 puisse répondre aux besoins des personnes vulnérables en garantissant des résultats solides en matière de financement, d'atténuation, d'adaptation et de pertes et dommages, mais également de transition énergétique juste. Il est essentiel d'obtenir des résultats dans tous ces domaines, car étant nécessaires pour la génération actuelle et future de la population africaine.

Accroître le financement du climat et en faciliter l'accès pour relever les nouveaux défis

Malgré les besoins élevés - l'Afrique devra investir environ 200 milliards de dollars par an d'ici à 2025 et près de 400 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour faire face aux changements climatiques ² – et malgrés les engagements dans le cadre de la Convention, les financements continuent de faire défaut dans quasiment l'ensemble des pays en développement. L'Afrique est trop souvent le parent pauvre des bailleurs. De ce fait, le déficit de financement va souvent de pair avec la difficulté de relever les défis croissants en lien avec les changements climatiques au niveau du continent. Et depuis les engagements pris à Copenhague en 2009, les pays en développement n'ont toujours pas apporté de visibilité sur les financements climat promis. Les pays du Sud attendent des nations développées le respect de leurs engagements, c'est- à-dire mobiliser les 100 milliards de dollars américains promis par an d'ici à 2020. Celles-ci doivent clarifier comment et quand cet objectif va être atteint, et démontrer que les financements publics représentent une majorité et une partie croissante des 100 milliards.

Nos attentes sur les questions de financement à la COP 27

- Avoir une feuille de route claire sur la mobilisation des 100 milliards de dollars
- Faire des progrès substantiels pour combler le déficit financier pour la période 2020-2025

Faire de l'adaptation une priorité

L'augmentation de l'intensité et de la fréquence des changements climatiques a un impact direct sur les populations les plus vulnérables et leur développement. Parmi les 5 pays les plus vulnérables ³ aux changements climatiques, quatre sont africains. Il est plus qu'urgent de mettre en œuvre des mesures d'adaptation climatique dans ces régions particulièrement vulnérables, en appréhendant les changements climatiques non pas comme un simple problème technique dû aux émissions de GES, mais comme un phénomène aux conséquences politiques et sociétales.

Selon le rapport 2021 du PNUE sur le déficit d'adaptation ⁴, le coût de l'adaptation pourrait atteindre 500 milliards de dollars par an d'ici 2050. Ainsi il est impératif que la COP 27 réponde - enfin - aux besoins d'adaptation des pays les plus vulnérables et garantisse ainsi leur accès

 $^{1\}hbox{--} https://www.donneesmondiales.com/afrique/index.php$

²⁻https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2022/02/08/the-criticality-of-climate-finance-for-africa/2022/02/08/the-criticality-of-climate-finance-finan

 $^{3- \} https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2022/09/Rapport-Oxfam-France-La-faim-dans-un-monde-qui-se-rechauffe-1.pdf$

⁴⁻ Le Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation 2021 : la tempête qui se prépare

à un développement résilient. Comment ? Faire de l'adaptation un pilier de la lutte contre les changements climatiques et soutenir financièrement les pays en développement, particulièrement les moins avancés et les pays africains. En particulier, il demeure important voire nécessaire de simplifier les procédures d'accès aux fonds destinés à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) ainsi que les plans et programmes d'adaptation conçus par les communautés et collectivités territoriales.

La COP 27 doit considérer l'adaptation comme une grande cause climatique. Elle devrait être le moment de suivre la mise en œuvre de l'engagement des pays développés à doubler la fourniture de financement climatique pour l'adaptation aux pays en développement, à partir des niveaux de 2019 d'ici 2025, et de fournir un plan de livraison qui clarifie la manière dont l'objectif sera atteint et surveillé. Il serait essentiel d'accroître la prévisibilité du financement de l'adaptation.

Ainsi, en ce qui concerne le financement de l'adaptation, il est nécessaire que la COP 27 présente un plan de mise en œuvre transparent montrant les progrès accomplis vers l'objectif de doublement du financement en 2025, et en particulier les fonds alloués aux programmes nationaux. Les changements climatiques représentent l'une des injustices les plus importantes de notre époque, de fait, et la question de l'adaptation devient une « question de survie ». Renforcer les capacités, décentraliser les financements climatiques, et impliquer les communautés locales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques permettraient de renforcer leur résilience.

Sénégal: Ibou Diop 56 ans pêcheur

Je suis pêcheur artisanal, j'ai acquis mon matériel par l'intermédiaire d'un prêt de la mutuelle des pêcheurs. Mon équipage était composé de deux de mes fils et de mon neveu. Mais lors de la dernière vague de voyages clandestins vers l'Espagne il y a deux ans, j'ai perdu mes deux fils et mon armement (pirogue et moteur) bradé pour prendre en charge les frais de leur voyage. Ils ne sont jamais arrivés à destination puisque naufragés. Les changements climatiques sont un démultiplicateur de vulnérabilités : nos captures se raréfient et il faut aller de plus en plus loin pour en trouver. La pêche artisanale est presque morte et la pratique est de plus en plus risquée avec les phénomènes climatiques graves et répétés. Ma vie n'est que désespoir aujourd'hui.

Niger : Alzouma Himero 60 ans, président du groupement communautaire Bonferey de Tilabery

A Bonferey, nous avons réduit les inondations et renforcé l'adaptation de notre communauté face aux changements climatiques grâce à l'initiative FERI- FERI de restauration de la colline dégradée. Il est important de soutenir financièrement les organisations locales porteuses d'actions d'adaptation pour améliorer la résilience des communautés à mieux faire face aux chocs climatiques et aux pertes et dommages.

Nos attentes pour l'adaptation à la COP 27

- Les pays développés doivent doubler les financements de l'adaptation par rapport au niveau de 2019 d'ici 2025
- Faciliter l'accès au financement de l'adaptation avec des procédures simplifiées et accessibles
- Faire des progrès substantiels pour l'opérationnalisation de l'objectif Global de l'adaptation d'ici la COP 28
- Faire du GGA (global goal of adaptation) un point permanent de l'ordre du jour de la COP/CMA et des SB, afin de garantir que l'adaptation dispose de l'espace politique
- Accélérer l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PAN)
- Fournir les ressources nécessaires à l'opérationnalisation des plans d'adaptation élaborés par les communautés et collectivités territoriales.

Des financements pour les pertes et dommages

Alors que les pertes et dommages se produisent partout dans le monde (comme en témoignent les incendies et les inondations aux États-Unis et dans l'Union européenne), ce sont les personnes les plus vulnérables, dont la capacité de réaction est limitée, qui sont les plus touchées. Nous l'avons constaté très récemment au Pakistan, où 33 millions de personnes ont été touchées par des inondations dévastatrices. En Afrique, la sécheresse frappe la Corne de l'Afrique depuis des longs mois et menace la vie de plus de 20 millions de personnes dont certaines sont obligées de quitter leur région. L'Afrique australe a été également touchée par une tempête ayant fait des milliers de victimes au Malawi, au Mozambique et à Madagascar. De nombreux pays du Sahel souvent affectés par la sécheresse ont paradoxalement connu aussi des inondations dévastatrices affectant des millions de personnes et détruisant de millions d'hectares de terres cultivées.

En l'absence de financement prévisible et adéquat pour faire face aux pertes et aux dommages, la charge retombe sur les communautés, car l'échelle de financement pour répondre à ces catastrophes et à leurs conséquences n'est pas adaptée. Selon des projections « les coûts des pertes et dommages sont estimés entre 290 et 580 milliards de dollars par an dans les pays en développement d'ici à 2030, et jusqu'à 1 700 milliards en 2050 » ⁵. Ce chiffre ne tient pas compte des pertes non économiques, qui englobent la perte de cultures, de biodiversité, de territoire, etc. L'architecture financière du climat ne prévoit actuellement aucun financement pour faire face aux pertes et dommages, il urge d'y remédier.

Ghana- Ada Felix Best Agorvor: 38ans

Les pertes et les dommages causés par les changements climatiques ne peuvent être quantifiés. À Ada - Akplabanya, une maison, que nous appelons chez nous, une grande maison familiale pour les activités familiales telles que les funérailles, les réunions, etc., a été submergée par la mer. Notre communauté a presque tout perdu, nos moyens de subsistance détruits, les autres activités économiques également. Nous ne pouvions plus rester là-bas pour aller pêcher et exercer notre métier. En outre, d'autres activités économiques telles que l'agriculture se sont arrêtées, car les terres agricoles ont été emportées par la mer et les inondations obligeant la plupart d'entre nous à s'aventurer dans un autre secteur de l'économie. Les changements climatiques ne sont plus une fiction, c'est une réalité quotidienne, même les routes reliant nos communautés et nos centres commerciaux sont toutes délabrées, certaines ont été complètement emportées. Les efforts doivent être coordonnés pour aider ces communautés locales.

Nos attentes sur les pertes et dommages à la COP 27

- Mettre en place un mécanisme de financement efficace et souple pour les pertes et les dommages
- Établir les dispositions institutionnelles pour le réseau de Santiago

Opérationnalisation des Plans d'Action Technologiques

La COP 27 constituera certainement pour les Africains une opportunité pour soulever davantage la problématique récurrente de l'appui financier nécessaire que les Entités Nationales Désignées (END, points focaux du CTCN) des PMA ne cessent de réclamer pour assurer leur fonctionnement et ainsi de contribuer plus efficacement à

la mise en œuvre de l'action climatique au niveau national et accessoirement assurer leur fonctionnement. Il demeure particulièrement essentiel pour la COP 27 de conclure des décisions permettant d'opérationnaliser les Plans d'Action Technologiques (PAT) élaborés dans le cadre du processus de l'Évaluation des Besoins en Technologies (EBT). En outre, le développement d'un système national d'innovation basée sur les technologies endogènes est plus que nécessaire pour assurer un développement résilient et sobre en Afrique.

Nos attentes sur les questions de développement et de transfert de technologies à la CoP27

Fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans d'action technologique (PAT/EBT)

Développer le système national d'innovation en assurant un fonctionnement optimal des entités nationales désignées (END)

Soutenir la collaboration sud-sud de façon à valoriser davantage les technologies endogènes





CONTACT

SUIVEZ-NOUS SUR



Complexe SICAP - Point E - Avenue Cheikh Anta DIOP - Immeuble B - 1ème Etage -BP : 3370 Dakar



+221 33 869 99 48



Email: se@endatiersmonde.org Web: www.endatiersmonde.org

enda tiers monde









